

# 1<sup>er</sup> Mai : un discours ambiant très sombre

« Les syndicats veulent réagir, montrer qu'ils sont là et remobiliser leurs affiliés et les citoyens. »

Vaïa DEMERTIZS, Crisp

**9** Dès le 9 mai, ce sera les élections sociales. À quelques jours de ce rendez-vous important, les syndicats fourbissent leurs arguments.

## Sombre, le message syndical à la veille de la Fête du

**travail ?** Percutant en tout cas. En cause, les mesures du fédéral et... les prochaines élections sociales.

### ● Interview : Magalie BEGON

Les travailleurs sont considérés comme des objets que l'on peut marchander ou brader, les gens vont être pressés comme des citrons à cause d'une flexibilité à outrance...

Le vocabulaire utilisé par les syndicats dans leurs messages d'avant 1<sup>er</sup> Mai est percutant. Pour ne pas dire plombant. Plus qu'en d'autres occasions ? Analyse avec Vaïa Demertzis, chargée de recherche au Centre de recherche et d'information socio-politique (Crisp).

**Vaïa Demertzis, les messages d'avant 1<sup>er</sup> Mai provenant des syndicats semblent être particulièrement sombres cette année...**

Ils s'inscrivent dans un contexte particulier. Tout d'abord, nous nous trouvons en période de campagne électorale (NDLR : les élections sociales ont lieu du 9 mai au 22 mai). D'où une terminologie plus musclée, plus marquée.

#### Avec quels objectifs ?

Il s'agit par là de « réveiller » les travailleurs qu'ils soient affiliés ou non à un syndicat et de les pousser à participer aux

élections sociales. Il s'agit aussi dans le chef des syndicats de présenter les décisions qui ont été prises par les pouvoirs publics, de montrer ce qui se « cache » derrière et de dire en quoi ils ne sont pas d'accord avec ceux-ci.

**Dans ce sens, les mesures du gouvernement fédéral poussent les syndicats à se montrer plus incisifs...**

Ce n'est pas un secret, nous vivons une période davantage conflictuelle. Les syndicats ont l'impression d'avoir été mis de côté par les pouvoirs publics. Ils veulent réagir, montrer qu'ils sont là et remobiliser leurs affiliés et les citoyens. « Non, le mouvement n'est pas fini, disent-ils. Nous continuons à nous opposer aux mesures décidées par ce gouvernement. »

**Pour preuve, l'annonce, il y a quelques jours, de la manifestation nationale en front commun à la fin du mois de mai ?**

Aux yeux des syndicats, la remobilisation ne doit pas finir à la fin mai. Les syndicats ont peur que de nouvelles mesures impopulaires soient prises durant l'été. Mais aussi à l'automne prochain, lors du conclave budgétaire. À ce niveau, Kris Peeters a déjà annoncé qu'il faudrait trouver plus d'argent encore...

**Observez-vous un glissement dans la terminologie choisie par les syndicats ?**

« Inégalités », « précarité »... Ces mots reviennent fréquemment dans leurs communications et font partie de leur analyse. Avec la réduction des inégalités, on touche au cœur de la mission des syndicats. Mais depuis deux-trois ans, je dirais que leur discours est devenu plus frappant en raison, je le répète, d'un contexte plus conflictuel. Mais pour pouvoir dire objectivement si oui ou non, leur vocabulaire s'est durci cette année, il faudrait comparer les précédents messages délivrés en période de campagne électorale à ceux de ces derniers jours.

**En d'autres termes, le vocabulaire utilisé cette année ne vous surprend pas...**

Il ne faut pas oublier qu'à la base, la Fête du travail rend hommage au combat ouvrier. Au cœur de cette fête, on trouve ce rappel des combats menés par les travailleurs depuis 150 ans, de la place des syndicats dans la concertation sociale et leurs revendications. Il est également bon de souligner que cette journée ne s'inscrit pas dans une perspective festive. Délivrer aux militants et aux citoyens un message revendicatif, voilà l'une des traditions du 1<sup>er</sup> Mai. ■

EN QUESTION : LE FUTUR DES 1<sup>ER</sup> MAI

# Debout, les damnés numériques

**Verra-t-on les syndicats monter au front de la «révolution numérique» ?** Attentifs au sujet, ils semblent avoir été pris au dépourvu.

● **Jean-Christophe HERMINAIRE**

Le 1<sup>er</sup> mai 2026. Mégaphone à fond, Marc GobliX, leader syndical, harangue du haut de son estrade les chauffeurs de Uber, les logeurs de Airbnb, les cuistots de MenuNextDoor. Ils y sont venus, forcément, les représentants des travailleurs. Nul ne peut échapper à cette troisième révolution industrielle en cours : modélisation numérique, économie de partage.

«L'uberisation de la société», comme on la nomme. Raccourci qui traduit mal une évolution complexe, diverse mais indéniable, des mécanismes mondiaux de production et de commercialisation, où chaque individu deviendra à la fois producteur, employeur, employé. Face à ce «capitalisme de plate-forme», les syndicats montent au créneau. Trop tardivement ?

«Les syndicats ont, je pense, été pris un peu au dépourvu. C'est l'expression la plus nuancée que je peux avoir», commente Christophe Degrise, chercheur à l'Institut syndical européen. En clair : ils ne sont pas encore sur la balle. «Jusqu'à il y a peu, explique-t-il, on pensait que la numérisation n'aurait qu'un impact

limité sur les processus de production, ou alors sur des secteurs bien définis de l'économie. Mais depuis deux ou trois ans, on voit que l'impact, en fait, sera énorme. On se rend compte aujourd'hui que cette révolution digitale va aboutir à des remises en question fondamentales de la législation sociale sur le travail. La question que le monde syndical se pose, c'est quels sont les risques sociaux qui vont se présenter», ajoute le chercheur.

«Mais c'est un phénomène tellement multifacettes, qu'il est quasiment impossible de dire quelle est la position syndicale sur le sujet. La question a émergé dans les discussions stratégiques il y a un peu plus d'un an, avec une acuité de plus en plus forte.»

Les syndicats allemands sont, dit-il, très soucieux d'accompagner leur industrie pour qu'elle ne rate pas ce défi digital. C'est Mercedes contre Google. Et en Belgique ? Comment aborde-t-on ces «passagers clandestins de l'économie» que sont Uber et comparses ? La ré-

ponse syndicale peut-elle être autre que mondiale face à ces employeurs planétaires et mal identifiés de travailleurs pseudo-indépendants, échappant aux règles des structures sociétales, et par là à toute couverture sociale.

«On est en réflexion là-dessus, l'interpellation est très claire par rapport aux enjeux sociaux», confirme Marie-Hélène Ska, la secrétaire générale de la CSC wallonne. Qui reconnaît qu'«on est clairement en retard.» «L'enjeu n'est pas d'être pour ou contre. L'interdire ne sert à rien. Le train est en marche, il faut voir comment on peut l'accompagner. Une des difficultés est que le politique lui-même n'identifie pas ces phénomènes. Nous sommes demandeurs d'une plateforme de discussion, réunissant aussi les employeurs, qui sont en premier concernés. Le sujet est clairement à l'ordre du jour. Et cela suppose qu'on sorte des schémas traditionnels.»

Pas question de sortir, par contre, «du contrat social», dit-elle. Même si les taxis grondent de colère, on ne verra pas les ouvriers mettre à sac les métiers à tisser comme à la genèse de la mécanisation. Cette révolution-ci sera d'un autre acabit. Et le syndicat n'y gardera sa raison d'être que «pour autant qu'il réussisse à s'adapter». ■

## ENJEU

# Des études supérieures pour un job à la con

La fête du travail est l'occasion de souligner les enjeux des travailleurs. L'un d'entre eux : « les bullshit jobs », des « jobs à la con » dont il faut se satisfaire sur un marché de l'emploi difficile.

● Marie-laure MATHOT

**A** 26 ans, Marine est déjà à son quatrième emploi. À la sortie de ses études d'ingénieur de gestion en 2013, elle a trouvé un job de contrôleur de gestion dans un hôpital après quatre mois de chômage. « J'ai la chance de ne pas être restée trop longtemps sans emploi », se réjouit-elle.

Elle est ensuite passée par les postes de junior district manager, project analyst et central planning associate. Des anglicismes à rallonge derrière lesquels se cachent parfois de longues journées de travail, les fesses vissées à sa chaise de bureau devant un écran d'ordinateur.

« Dans une grosse société pour laquelle j'ai travaillé, je faisais de la maintenance des logiciels de gestion de données. En gros, je nettoyais des bases de données mal encodées. » Les journées de Marine étaient donc ponctuées de réunions et de petites cases à remplir ou à corriger dans des tableaux.

## La théorie des « bullshit jobs »

Cette bureaucratisation des

emplois, elle a été théorisée par David Graeber, un anthropologue de la London School of Economics, qui parle même de « bullshit jobs ». En français : des jobs à la con.

Il part de la théorie de Keynes, économiste britannique qui, dans les années 30, avait prévu que la technologie allait être suffisamment avancée pour réduire nos semaines de travail à 15 heures. David Graeber a constaté que c'était loin d'être le cas, au contraire.

« Au lieu de permettre une réduction des heures de travail pour que la population puisse s'adonner à ses propres projets, loisirs et idées, nous avons vu une explosion du secteur des "services" comme l'administratif. » Autre-

ment dit, pour l'anthropologue américain, ce n'est pas l'informatique qui est à notre service mais bien l'humain qui en devient

l'esclave à travers des jobs vides de sens.

Si Marine avait l'impression d'être utile à l'entreprise, d'autres jeunes ne voient pas le sens de leur job et passent une partie de la journée à se tourner les pouces. Mais voilà, ils ont souvent galéré avant

d'avoir ce job. Il ne faudrait pas cracher dans la soupe.

« Dans la théorie économique du capitalisme [...], la dernière chose que le marché et l'entreprise sont censés faire, c'est de donner de l'argent à des travailleurs qui ne servent à rien, écrit David Graeber. C'est pourtant bien ce qu'il se passe ! La plupart des gens travaillent efficacement probablement pendant 15 heures par semaine, comme l'avait prédit Keynes, et le reste du temps, ils le passent à critiquer l'organisation, organiser des séminaires de motivation, mettre à jour leur profil Facebook et télécharger des séries TV. »

Si la vision de l'anthropologue est quelque peu négative, il semblerait qu'elle reflète néanmoins un côté de la société occidentale. Son article publié sur le site de *Strike!* a été lu plusieurs centaines de milliers de fois.

Pour Marine, tout n'est pas si noir. Elle garde finalement une expérience positive de ses trois premiers emplois même si aucun ne lui correspondait vraiment.

« En tant que jeune, je pense que c'est nécessaire d'avoir un emploi, même s'il ne nous plaît pas, pour apprendre à se connaître dans le monde du travail. Par contre, il ne faut pas avoir peur de le quitter quand il le faut pour se diriger vers quelque chose qui nous plaît vraiment. » ■